



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

PAYS: BURUNDI-2016

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: « Renforcement de la réponse en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre au Burundi ».

Numéro du Programme (*le cas échéant*) N/A

Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartitaires):¹ PBF/BDI/A-12, Numéro 00093148

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: ONUFEMMES

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:

1. Institutions publiques
 - Ministère des Droits de la Personne Humaine, des affaires sociales et du Genre
 - Ministère de la Justice,
 - Ministère de la Sécurité Publique,
 - Ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants
2. organisations de la société civile
 - Association des Juristes Catholiques du Burundi
 - Association pour la promotion de la fille burundaise

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
500 000 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 24

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 16/12/2014

Date de fin prévue à l'origine³ 31 déc 2016
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 31 dec 2016

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin

(donateurs) (le cas échéant)

TOTAL: 500 000 USD

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - veuillez joindre le document le cas échéant

Oui Non Date:

Évaluation finale – veuillez joindre le document le cas échéant

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Izeduwa Derex-briggs

Titre: Regional Director

Organisation participante (principale):

Courriel: izeduwa.derex-briggs@unwomen.org

équivalent à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. Les droits humains sont respectés et les victimes ont plus recours à la justice au niveau national
Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. Les communautés sont sensibilisées sur la violence basée sur le genre et le système judiciaire participe à la réduction des violences sexuelles par le traitement diligent des procédures

Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Résultat 3.5: Les communautés sont sensibilisées et s’engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des VSBG pour une meilleure cohésion sociale.

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d’avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

P.1.1.Des mécanismes communautaires de prévention des VSBG sont renforcés/ outillés
La création et le renforcement de 206 réseaux collinaires de lutte contre les VSBG a permis aux communautés d’avoir confiance en ces structures et d’accroître les dénonciations. La moyenne mensuelle des cas de VSBG enregistrés au commissariat de Police est passée de 29 à 49 soit une augmentation 168%. Aussi les services au niveau de la Police ont amélioré leur qualité suite aux multiples séances de renforcement de capacités. L’aspect rapidité et redevabilité des unités de Police en charge des questions de VSBG a été mis en avant.

P.1.2.Les populations, particulièrement les hommes, et les jeunes disposent des connaissances qui contribuent au changement de comportement. Les jeunes ont déjà commencé la mise en oeuvre des initiatives leur permettant d’être plus engagé à oeuvrer pour l’éradication des VSBG dans leurs communautés.

État d’avancement du résultat

Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Le renforcement des mécanismes communautaires de prévention des VSBG à travers la multiplication par 3

des réseaux communautaires de lutte contre les VSBG et l'augmentation des séances de sensibilisation conduites par les membres de ces réseaux a permis d'augmenter le pourcentage de la population qui acquiert plus de connaissances et d'information sur les VSBG et par conséquent le niveau d'engagement des membres des communautés dans les actions de dénonciation et de prévention des VSBG. Le passage de 40 à 543 le nombre de séances annuelles de sensibilisation sur les VSBG, organisées par les membres des réseaux communautaires dans 9 communes, a permis d'améliorer la prise de conscience des membres de la communauté et des victimes sur la nécessité de dénoncer les cas de VSBG. En témoigne l'augmentation de 168% du nombre des dossiers reçus par les membres de l'unité de police décentralisée dans les 3 provinces zone d'action du projet. Cela fait preuve d'une meilleure implication des membres de la communauté dans la dénonciation des cas de VSBG. Ainsi, la réalisation de ces produits a permis d'augmenter le nombre des victimes dont les droits sont mieux protégés à travers l'accès facile aux institutions en charge de la répression des VSBG notamment la police et la justice. En plus, ces produits mettent en évidence un meilleur niveau d'engagement et d'implication des membres de la communauté dans la protection des victimes des VSBG: l'intégration de certains membres des réseaux communautaires de prévention dans les comités mixtes de sécurité au niveau local permet de mettre à la disposition de l'administration locale des informations précises sur les cas de VSBG. Cela permet à l'administration de mener des actions visant la protection des victimes des VSBG. L'amélioration de la synergie entre les acteurs depuis le niveau communautaire et du niveau de dénonciation et de monitoring des traitements réservés aux cas de VSBG par les membres de la communauté, contribuent à réduire le niveau d'impunité des cas de VSBG et à consolider la paix.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Les progrès au niveau des résultats se sont mis en place lentement en raison principalement du contexte sécuritaire et politique instable qui a prévalu au début de la mise en œuvre du projet à partir du mois de mai 2015. La stratégie adoptée a été de réviser les plans d'action initiaux en vue d'accélérer leur mise en œuvre pour permettre la réalisation de toutes les activités prévues et par conséquent l'atteinte des objectifs initiaux. Sous ce résultat, la principale institution étatique partenaire de mise en œuvre qui est le Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du genre, a réalisé la majeure partie des activités tout au long de l'année 2016. Cela a été le cas pour les autres partenaires. En outre, la détérioration du climat d'entente entre le Gouvernement et certaines associations de la société civile a eu des retombées dans la réalisation des actions visant l'amélioration des connaissances sur les VSBG et dans le développement des initiatives par les hommes, les religieux, les jeunes filles et garçons en vue du changement de comportement. Ils sont en train de poursuivre la mise en œuvre de leurs initiatives jusqu'au 31 décembre 2016.

Description du résultat 2: Résultat 3.6: Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

P.2.1. Un cadre légal et des mécanismes pour la protection des droits des victimes sont mis en place. Ce cadre a été renforcé par la promulgation de la loi portant prévention, protection des victimes et répression des VSBG, et la loi sur la protection des victimes et des témoins.

P.2.2. Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaîne pénale renforcés, la décentralisation effective et opérationnalisation de 3 structures de l'unité de police en charge des VBG aboutissant à une augmentation de la moyenne mensuelle des cas traités en passant de 29 cas de VSBG enregistrés au commissariat de Police à 49 dossiers soit une augmentation de 168%. En outre, les chambres et sections spéciales sont opérationnelles dans les 3 provinces, d'où augmentation du niveau de clôture des dossiers reçus à 88 % par an

P.2.3. Les mécanismes de contrôle interne et externe à la chaîne pénale sont renforcés: c'est à travers des visites de suivi aux structures de la Police et la Justice

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Le renforcement de capacités opérationnelles de la police à travers notamment l'opérationnalisation effective des structures décentralisées de l'Unité de Police en charge des VSBG et la dotation de moyens de travail aux Policiers formés affectés à ces structures, a permis d'améliorer le niveau de traitement avec diligence des dossiers VSBG car 58% des dossier VSBG sont transmis au Parquet dans les délais raisonnables compris entre 3 et 5 jours. Aussi, le nombre d'interventions de l'unité de police en charge des questions relatives au genre a été multiplié par 6. En réponse à cette augmentation des dossiers transmis par la police au Parquet, le renforcement des tribunaux de grande instance dans l'organisation des sessions des chambres spéciales qui traitent les dossiers VSBG a permis d'améliorer de niveau de clôture des dossiers VSBG qui est passé de 390 cas à 688 soit une augmentation de 76%. En outre, cette opérationnalisation effective de 3 chambres et sections spéciales des Tribunaux de Grande Instance et des parquets a permis d'accélérer le traitement des dossiers VSBG jusqu'à réduire à une moyenne de moins de 2 mois le délai de traitement d'un dossier VSBG et atteindre un taux de clôture annuel de dossiers de 88%. Le suivi régulier effectué par les membres de la cellule VSBG du ministère de la Justice à travers des descentes de contrôle des chambres spéciales, le renforcement des capacités en faveur de 147 juges (dont 24 nouveaux membres nommés pour compléter les sièges des chambres spéciales en remplacement des juges parti ou nommés à de nouvelles fonctions) et de 164 agents de l'ordre judiciaire ont permis de réduire le nombre des dossiers VSBG dont les peines prononcées sont en dessous des minimas légaux et au respect des principes de rigueur visant la protection des droits des victimes comme la pratique du huis clos, l'assistance judiciaire ou la présence d'un assistant social dans les cas où les mineurs sont impliquées. L'effectivité de ces réponses améliore le niveau de confiance des justiciables dans la justice qui concourt à l'augmentation des victimes qui recourent à la justice pour être rétablis dans leurs droits. La diminution des cas d'impunité en matière de VSBG concoure à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la protection des victimes des VSBG. La théorie de changement reste valable en ce qui concerne le renforcement de la réponse en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

En raison principalement du contexte sécuritaire et politique instable qui a prévalu au début de la mise en œuvre du projet en mai 2015, la quasi totalité des activités ont été réalisées en 2016. Pour arriver à réaliser les produits et les résultats attendus, la stratégie adoptée a été de réviser les plans d'action initiaux en vue d'accélérer leur mise en œuvre pour permettre la réalisation de toutes les activités prévues

Cela a fait que les différentes Institutions étatiques partenaires de mise en œuvre réalisent la majeure partie des activités tout au long de l'année 2016. Aussi, la détérioration du climat d'entente entre le Gouvernement et certaines associations de la société civile a impliqué un retard du travail : certaines associations qui étaient déjà dynamiques et qui avaient un niveau élevé de professionnalisme se sont vues interdire d'exercer. Les communautés ont eu, durant la crise, des perceptions non positives sur certaines institutions étatiques partenaires comme la Police Nationale du Burundi, ce qui a fait que, durant l'année 2015, le projet avance lentement par rapport au plan initial de travail avec ce partenaire.

Description du résultat 3:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Le Ministère de la Justice dispose des données collectées dans 6 tribunaux de grande instance et 6 parquets de la République grâce à une base de données utilisée par les membres de la cellule VSBG dans le suivi des dossiers fixés devant les tribunaux. Aussi, les tribunaux collectent des informations facilement, les dossiers VSBG ayant une couleur distincte de celle des autres dossiers, mais il y a facilité de produire des rapports de suivi des sessions des chambres spéciales. La police aussi collecte des données relatives aux dossiers VSBG facilement grâce aux dossiers de couleur distincte de celle des autres, ce qui permet une identification rapide mais aussi, la facilité sur l'évolution des cas dans le rapportage mensuel faite par les points focaux de la police dans les différents commissariats . Notons aussi que l'élaboration de ce rapport s'est fait dans un processus inclusif de tous les partenaires de mise en œuvre à travers l'organisation d'un atelier de deux jours.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>L'objectif de la consolidation de la paix étant d'établir les fondations d'une paix et d'un développement durable, le projet a répondu à un problème de droits humains, qui touche majoritairement les femmes et donc contribue à une paix inclusive et sensible au genre. En visant l'amélioration de la réponse aux VSBG par une meilleure sensibilisation et un engagement effectif des acteurs communautaires sur ces questions (l'administration, le secteur de l'éducation, les hommes d'affaires, les activistes communautaires, les religieux,..) et en renforçant l'efficacité des acteurs de la chaîne pénale en matière de répression, ce projet a contribué significativement à l'atteinte du résultat du plan prioritaire sur le respect des droits humains et le recours des victimes à la justice.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant</p>	<p>L'efficacité de l'approche de ce projet et ses réalisations ont conduit le Ministère de la Justice et la Police à mener quasiment les mêmes activités au niveau de trois nouvelles provinces dont Rumonge, Ruyigi et Bubanza. Vu l'amélioration significative</p>

<p>directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>dans le traitement des dossiers VSBG ainsi que l'effet des réseaux communautaires sur ces questions (exemple de la commune Bukirasazi de Gitega), les partenaires mettant en œuvre ce projet ont souhaité qu'il y ait extension au niveau nationale pour assurer un impact holistique. Une proposition de projet visant la duplication de bons résultats enregistrés est déjà rédigé et attend la première opportunité de financement.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet vient de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale et a également soutenu le renforcement des réseaux communautaires de lutte contre les VSBG sans oublier les groupes de jeunes, qui doivent s'engager pour des relations égalitaires dès le bas âge. Ces structures agissent non seulement en période de paix mais aussi en période de conflit. Les acteurs de la chaîne pénale une fois renforcé et engagé dans le traitement impartial des dossiers de femmes victimes de VSBG, ils poursuivent et poursuivront ce travail en période de paix comme en période d'insécurité, avec ou sans le projet. Quant aux réseaux communautaires et aux groupes de jeunes qui font des sensibilisations dans les communautés, ils garantissent que les victimes accèdent à tous les services dont ils ont besoin, surtout qu'ils accèdent à une justice équitable.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>ONUFEMMES a gardé la note de parité dans la mise en œuvre de ce projet en tenant compte de l'équilibre des sexes autant dans la représentativité durant les ateliers de formation sur les thématiques relatifs aux VSBG, que dans toutes les autres activités liées au projet. Comme c'est un projet qui a travaillé pour l'amélioration du traitement des cas des VSBG et que 90% de victimes de ces cas sont des femmes, il a contribué à améliorer le statut de la femme et a la lutte contre l'impunité qui, s'est longtemps manifesté spécifiquement pour les cas de VSBG. Ne pouvant pas compter atteindre un impact en parlant des questions de VSBG sans intégrer les hommes, et les jeunes, ce projet a dû mener des actions également qui ciblaient des hommes et des jeunes tout en assurant l'équilibre dans la représentativité homme/femme.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les communautés sont sensibilisées et s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des VSBG pour une meilleure cohésion sociale.	Indicateur 1.1 - % d'augmentation des cas de victimes des VSBG dénoncés par la communauté auprès des postes de police.	En 2015 : 29 cas par mois dans un commissariat de police judiciaire	Hausse de 20% des cas de victimes des VSBG dénoncés par la communauté par an	Dans les provinces d'intervention, la moyenne de cas enregistré est passé de 29 à 49 cas par mois au niveau du commissariat soit une augmentation de 68%	Activités totalement réalisées.	-
	Indicateur 1.2 - % de la population des zones cibles sensibilisée dénonçant les cas de VSBG	Faible niveau de dénonciation des cas de VSBG par la communauté	70% de la population ciblée dénonce les cas de VSBG	Nombreux témoignages des hommes et des femmes affirment qu'ils ont changé de comportement et encouragent plutôt les victimes à engager des poursuites contre les auteurs des violences grâce à l'action de 206 réseaux collinaires de	Il n'est pas encore possible de mesurer cet indicateur de manière précise. Un sondage d'opinion dans les zones d'intervention du projet sera réalisé avant le 31 décembre 2016.	

				lutte contre les VSBG		
Produit 1.1 Des mécanismes communautaires de prévention des VSBG sont renforcés/ouillés	Indicateur 1.1.1 Nombre de réseaux communautaires de lutte contre les VSBG fonctionnels au niveau des collines	0	60	206 réseaux collinaires de lutte contre les VSBG sont fonctionnels dans les provinces d'intervention du projet dont 166 nouveaux réseaux.		
	Indicateur 1.1.2 Nombre de séances de sensibilisation organisées au niveau collinaire.	0	10 par trimestre	534 séances de sensibilisations ont été conduites par les membres des réseaux communautaires de prévention des VSBG		
Produit 1.2 Les populations & particulièrement les hommes et les jeunes disposent des connaissances qui	Indicateur 1.2.1 Nombre d'initiatives menées par les groupes d'hommes, de jeunes et les leaders religieux pour l'élimination des VSBG	0	15	3 initiatives des groupes de leaders religieux et leaders communautaires pour l'élimination des VSBG ont été développées et sont encouragées et mises en oeuvre dans les provinces de Gitega, Kirundo et de Rutana.	Les jeunes filles et garçons ont également commencé la mise en oeuvre de 10 initiatives de lutte contre les VSBG, cela sera inclus dans le rapport final du projet.	15 initiatives

contribuent au changement de comportement.				2 autres seront réalisés d'ici décembre 16		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés.	Indicateur 2.1 - Nombre de cas de VSBG reçus et clôturés par an au niveau de la police et de la justice.	- 390 cas traités par an (2015) les chambres spécialisées et les points focaux de la police (Gitega-Kirundo et Rutana) - Existence d'un projet de loi spécifique sur les VSBG en cours d'analyse	-20% d'augmentation des cas de VSBG traités par an dans la zone d'action du projet Niveau de - Vulgarisation de la loi spécifique sur les VSBG	- les statistiques recueillies auprès des chambres spéciales de Gitega, Rutana et Kirundo, montrent 688 cas qui ont été clôturés soit une augmentation de 76%. - la loi spécifique sur les VSBG a été promulgué le 22.09.2016. un travail de conception des outil de vulgarisation est en cours.	-	
	Indicateur 2.2 - Nombre de mesures spécifiques prises et mises en	1) 0 2) 3 à 4 mois pour un cas pénal (violence sexuelle)	1) 4 mesures cibles appliquées au niveau national (Huis clos, assistance	1) le huis clos et de l'exigence de la présence d'un Avocat ou à défaut d'un assistant social sont	le concubinage étant une infraction sur plainte, sa repression connait de nombreux obstacles liés principalement au faible	

	<p>application pour protéger les victimes de VSBG au niveau des tribunaux</p> <p>- Délai moyen de traitement d'un cas de VSBG</p>		<p>judiciaire, sanction des cas de concubinages pour les personnes mariées, respect des délais).</p> <p>2) Réduction du délai de traitement d'un cas de VSBG à 1½ mois dans la zone du projet</p>	<p>respectés pour les dossiers de viol impliquant les mineurs</p> <p>2) 100% des dossiers VSBG ont été traités dans un délai ne dépassant pas 2 mois depuis la prise en délibéré jusqu'au jugement</p>	<p>niveau de dénonciation de ces infractions, aux arrangements à l'amiable pratiqués par les administratifs</p>	
<p>Produit 2.1</p> <p>Un cadre légal et des mécanismes pour la protection des droits des victimes sont mis en place.</p>	<p>Indicateur 2.1.1</p> <p>Nombre de lois promulguées et instruments ratifiés pour la protection des droits des femmes.</p>	1	3	<p>2 lois ont été promulguées à savoir la loi portant prévention, protection des victimes et répression des VSBG et la loi portant protection des témoins et des victimes.</p>		
	<p>Indicateur 2.1.2</p>					
<p>Produit 2.2</p> <p>Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la</p>	<p>Indicateur 2.2.1</p> <p>Nombre de chambres et sections spécialisées sur les VSBG fonctionnelles.</p>	0	3	<p>100% de réalisations.</p> <p>Les chambres spéciales sont fonctionnelles dans les tribunaux de Gitega, Rutana et Kirundo avec 84 magistrats</p>		

chaîne pénale sont renforcées.				formés sur les VSBG qui sont les membres de ces chambres		
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'unités décentralisées de l'unité de police en charge de lutte contre les VSBG.	0	3	100 % de réalisation. Trois unités décentralisées de la police sont déjà opérationnelles dans les 3 provinces de Kirundo, Gitega et Rutana, 9 points focaux de la police ont été affectés dans ces unités qui disposent d'équipement matériel fourni pour leur faciliter le travail	activités achevées.	-
Produit 2.3 Les mécanismes de contrôle interne et externe à la chaîne pénale sont renforcés.	Indicateur 2.3.1 Nombre de missions d'inspection technique sur le traitement des cas de VSBG effectués dans les stations de police	0	3	Deux missions de supervision ont été organisées dans les provinces de Gitega, Kirundo et Rutana.	Une mission est à réaliser au mois de décembre 2016 pour une évaluation finale de l'action de la Police dans le traitement des dossiers VSBG.	-
	Indicateur 2.3.2 Nombre de missions	0	10	6 missions ont été réalisées par les membres de la cellule	-	

	d'inspection sur le traitement des cas de VSBG effectués auprès de chambres spécialisées.			de lutte contre les VSBG du Ministère de la Justice. Un atelier d'évaluation du rôle des chambres spéciales dans la répression des VSBG animé par le Ministre de la justice a été organisé à Gitega.		
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					

Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le nombre important de dossiers à prévenu libre décourage la plupart des victimes des VSBG a porté plainte devant les instance judiciaires. En effet, environ 60% des dossiers VSBG fixés devant les tribunaux sont en situation de liberté. Les moyens très limités dont disposent les Parquets et les Tribunaux de grande instance dont dépendent ces chambres et sections spéciales, ne permettent pas de mieux informer les parties au procès sur la tenue des audiences ce qui occasionne de nombreuses remises de procès et prolongent longuement les délais de jugements. Ceci découragent les victimes qui finissent par abandonner le procès eu égard aux coûts occasionnés par les nobreux dépalcement vers les tribunaux.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	L'organisation des sessions spéciales doit s'accompagner par des mesures de facilitation d'accès à l'information sur la tenue des audiences publiques sur les dossiers VSBG, des mesures d'organisation des itinérances judiciaires, de facilitation à l'accès à l'Avocat ou à l'assistant social pour les victimes ou auteurs mineurs ainsi que pour les présumés auteurs passibles de la peine de plus de 25 ans. En effet, l'absence d'une bonne communication sur l'organisation des audiences spéciales empêche la présence de la plupart des parties au procès victimes, témoins ou présumés auteurs. En outre, les catégories de personnes ici haut bénéficient des mesures de protection particulières qui doivent être respectées à peine de nullité. L'objectif étant d'améliorer la célérité dans le traitement des dossiers VSBG, l'absence du respect de ces mesures retardent l'analyse de ces dossiers dans lesquels ces catégories sont impliquées
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	L'utilasation des infoamtions recueillies auprès des membres des réseaux collinaires de lutte contre les VSBG ainsi que la présence de certains de leurs membres dans les comités mixtes de securité permettent une meuilleure information sur la situation des VSBG de la localité ainsi que la prise en compte de ces violences dans le secteur de la paix et sécurité au niveau des comunautés. La décision de l'administration d'intégrer les VSBG dans l'agenda des comités mixte de sécurité. Le choix des membres de comités collinaires de lutte contre les VSBG au sein de leaders communautaires et des membres de l'administration locale assurent leur présences dans ces réunions sur la sécurité. Ainsi, la question des VSBG est débattue au niveau locale et permet de proposer des mesures de lutte et de prévention au niveau local qui tiennent compte des réalités et des spécificités locales.
Enseignement 4 (1 000	

<i>lettres maximum)</i>	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1:					
Produit 1.1					
Produit 1.2					
Produit 1.3					
Résultat 2:					
Produit 2.1					
Produit 2.2					
Produit 2.3					
Résultat 3: Résultat 3.5: Les communautés sont sensibilisées et s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des VSBG pour une meilleure cohésion sociale.					
Produit 3.1	Des mécanismes	ONUFEMMES	25 000	33 906.25	135% du Budget. il est apparu bien

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	communautaires de prévention des VSBG existants sont outillés pour une prévention plus effective				plus opportun de mettre plus de moyen sur les actions de sensibilisation compte tenu du contexte sécuritaire préoccupant qui a prévalu dans la période sous rapport.
Produit 3.2	Les populations et particulièrement les hommes et les jeunes disposent des connaissances qui contribuent au changement de comportement.	ONUFEMMES	34 333	15 130.88	44.39% du budget. le Partenariat conclu tardivement suite au climat de tension qui a prévalu entre le Gouvernement les organisation de la société civile fait que la plupart des activités sont en cours et seront cloturés avec le mois de décembre 2016.
Produit 3.3					
Résultat 4: : Résultat du projet 3.6: Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés					
Produit 4.1	Un cadre légal et des mécanismes d'assistance et de protection des droits des victimes sont mis en place.	ONUFEMMES	318 180	317 957.23	99.9% du budget. le montant qui reste à consommer est destiné principalement au paiement des honoraires des Avocats qui assistent les victimes des VSBG et dont les dossiers sont fixés au cours du mois de décembre 2016.

					Il est prévisible que le budget soit totalement réalisé à la fin du mois de décembre 2016
Produit 4.2	Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaîne pénale sont renforcées	ONUFEMMES	48 333	44 782.59	92.65% du budget. des activités sont en cours et il est prévu qu'elles soient terminées en décembre 2016
Produit 4.3	Les mécanismes de contrôle interne et externe à la chaîne pénale sont renforcés.	ONUFEMMES	24 334	23 721.82	97.48% du budget. La dernière mission de contrôle sera réalisée au mois de décembre.
Totale:				435 498	

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

La gestion et les mécanismes de mise en œuvre du projet ont eu l'effet positif de permettre aux acteurs nationaux concernés de discuter ouvertement des questions importantes ayant trait aux nombreux défis et conflits potentiels qui auraient pu faire échec à la mise en œuvre du projet. Le suivi du projet a été effectué à trois niveaux par les responsables de projet des institutions publiques, OSC partenaires dans la mise en œuvre du projet sont responsables de la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet ainsi que la préparation périodique des rapports financiers et narratifs, par l'unité de gestion du projet au Bureau d'ONUFEMMES qui est responsable du suivi journalier des activités et de l'appréciation et la validation des rapports périodiques financiers et narratifs des partenaires de mise en œuvre